

<http://divergences.be/spip.php?article1236>



Pourquoi les militants et activistes délaissent les medias libres au profit des groupes capitalistes

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - Avril, April 2009 No. 14 - Français - Théorie, critique, etc. -
Date de mise en ligne : jeudi 16 avril 2009

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

[Indymedia London le 9 novembre - Yossarian - traduction : Borogove]

Je me présente. je vis à Londres. Je suis programmeur de profession, et je suis impliqué dans Indymedia depuis l'automne 2000. Comme beaucoup de gens, j'ai réfléchi sur la question des plateformes techniques d'Indymedia.

Quelques problèmes

Je pense que nous sommes dans une situation difficile si l'on nous compare avec les sites d'entreprises vers lesquels les militants politiques se tournent le plus souvent. On ne passe plus ses vidéos sur Indymedia, mais sur Youtube. Les photos sont exposées sur Flickr. Il y a eu une explosion du bon matériel militant publié sur la toile, mais pas sur nos sites, parce que souvent il est plus facile de créer un compte sur Blogger et de l'y mettre. Les mouvements politiques n'annoncent plus leurs événements sur Indymedia, ils montent un groupe MySpace. De la même manière, beaucoup de militants n'inscrivent plus leur adresse e-mail sur riseup.net ou aktivix.org (sites militants londoniens) ; ils ouvrent plutôt un compte gmail ou hotmail. Ceci est un problème général qui dépasse les cas d'Indymedia ou du militantisme de gauche, et il nous faut le confronter.

Une première réponse doit être pédagogique ('education'). Des militants qui n'accepteraient jamais de manger de la viande ou de forcer un piquet de grève n'ont pas peur de confier toute leur infrastructure de communication dans les mains de Google, Yahoo, Microsoft et de Robert Murdoch (l'équivalent de Dassault ou de Lagardère, ici). Cela soulève d'énormes problèmes en termes de sécurité des communications, de propriété des données, de confidentialité, de censure des contenus, et de gestion des données par de grosses entreprises ou des organismes policiers. Il me semble que tout le monde, depuis les ONG progressistes aux écologistes, aux syndicats, sans parler des groupes anarchistes ou communistes, tous ont la même attitude : pas de problème. Ne t'embête pas. Calme-toi, tu es parano.

Nous devons soulever ces problèmes d'une manière consistante et efficace. Peut-être en expliquant que cela revient à organiser une réunion politique au Mac Do, en s'assurant que la police y sera et qu'elle pourra vous filmer à l'occasion ; c'est peut-être une solution.

David et Goliath : l'histoire se répète

Je vois ici quelques problèmes. Les budgets regroupés de Yahoo, Google et Microsoft atteignent quelques milliards de dollars chaque année, et ils peuvent déployer une armée de codeurs pour résoudre tous les problèmes qu'ils peuvent rencontrer. Même s'ils sont très bureaucratisés, ils ont aussi le luxe d'avoir quelques milliards de plus pour s'offrir quelques start-up de pointe.

En gros, je pense que nous avons des problèmes de sous-capitalisation et de monopolisation en face de très grosses entreprises.

J'ai effectué il y a quelques temps des recherches sur la presse ouvrière, très active au début du 20^{ème} siècle en Grande Bretagne, et je suis tombé sur une analyse de Noam Chomsky :

« Le Daily Herald en Angleterre... si je me souviens bien, [avait] deux fois plus d'abonnements que le Times de

Pourquoi les militants et activistes délaissent les medias libres au profit des groupes capitalistes

Londres, le Financial Times et le Guardian mis ensemble au début des années 1960 et, en fait, les statistiques montrent qu'il était lu d'une manière plus intense et intéressée par ses abonnés. Mais c'était un journal ouvrier. Il présentait une autre vision du monde ; maintenant, il n'existe plus ; les journaux ouvriers sont devenus des papalards bon marché, avec du sexe, du sport etc., qui participent à la décérébralisation des masses.

Cela n'est pas arrivé par la violence ; la police n'est pas venue pour les fermer. Ils ont subi la pression du marché. Les journaux sont des entreprises qui vendent des produits, à des abonnés, à des clients, et de la publicité. Un journal, quotidien ou autre, c'est d'abord une entreprise qui vend un produit à d'autres entreprises. Elle vend selon des profils.

Si vous voulez obtenir des revenus de ce système, il vous faudra faire de la publicité pour des capitalistes. Cela signifie d'abord que vous allez vous conformer aux vues des lecteurs les plus riches qui correspondent aux profils publicitaires adaptés. Voilà la mort de la presse indépendante. C'est arrivé aux USA il y a longtemps ; cela arrive en Angleterre depuis peu et les effets sont fulgurants... »

Il me semble que ce processus a mis 70 ans pour agir dans le cas de la presse imprimée radicale à la fin du 19^è siècle et au début de 20^è ; il se répète beaucoup plus vite avec les médias internet aujourd'hui. Et, si je ne me trompe pas, nos problèmes sont plus graves que beaucoup ne pensent. On a déjà constaté la saisie de nos serveurs par la police, et l'arrestation et même l'assassinat de certains de nos journalistes. Mais il faudra bientôt confronter le problème moins évident d'une forte érosion de nos moyens de mise en ligne sur nos sites des nouvelles qui intéressent nos lecteurs. On observe déjà les débuts de cette situation.

Un contributeur potentiel d'Indymedia réfléchira ainsi : je peux charger un vidéo mais personne ne le remarquera dans la page, ou presque. Je vais donc le passer sur Youtube... Je peux poster un dossier écrit, mais mes amis ne seront pas aussitôt notifiés par Twitter ? Laissons tomber ; mon compte chez Blogger peut s'en occuper. Je veux annoncer l'existence de mon nouveau groupe politique mais il m'est difficile de relier tous mes articles et de les rendre accessible par un système API de retraitement et refiltrage ? Je me tourne donc vers Facebook et Yahoo Pipes.

Remarquez que dans tous ces exemples, les gens ne sont pas uniquement désireux (même s'ils le sont aussi) de discuter avec les autres ou d'améliorer le graphisme ; ils veulent aussi atteindre un certain degré de fonctionnalité et améliorer les liaisons avec un tas de services professionnels (des services qui ne me semblent pas avoir été analysés politiquement d'une manière systématique). Ce qui doit nous préoccuper, ce ne sont donc pas seulement les budgets des grosses entreprises, c'est aussi leur pouvoir sur des services et des standards de fait qui pose problème.

Rien que de mettre « Digg this » en lien sur une page avec un Indymedia CMS, cela bloquerait probablement le réseau Indymedia en lançant une discussion sans fin sur les mérites relatifs de l'incorporation avec des prothèses d'entreprises capitalistes.

Quelles sont les alternatives ?

Une solution serait la recherche à court terme. Nous sommes sous-financés ; demandons une subvention et injectons des espèces dans le système. Voici une phrase que l'on entend souvent en ces temps de crises mondiale : ça marchera bien pour un moment, mais si le problème est systémique, cela n'arrangera rien sur le long terme. Oublions un instant les questions tactiques sur l'opportunité d'utiliser des codeurs d'Indymedia comme main d'oeuvre bon marché pour la chaîne de journaux Knight-Ridder, ou sur les chances d'un groupe d'Indymedia qui n'a pas

réussi à installer un site Drupal en 3 ans, de recevoir 200,000 \$ pour lancer un gros projet Drupal. La question essentielle est la suivante : comment pouvons-nous durer de cette manière. Où cela risque-t-il de nous conduire ?

L'année dernière, j'ai passé quelque 1000 heures à écrire des codes pour Indymedia. Accepter de l'argent en subvention d'une boîte de média arrive juste derrière l'accoutumance à l'héroïne dans mes souhaits les plus chers, et je pense que ça devrait faire le même effet sur nos tentatives de développement. Je suis sûr que ça paraîtrait grandiose au début, et tout le monde serait content. Puis l'argent s'épuiserait et on ne pourrait plus continuer. Et ce serait la fin.

Je ne suis pourtant pas contre le fait de payer des gens pour coder pour Indymedia dans certains cas. Par exemple, je ne serais pas contraire à l'organisation d'un appel aux dons, tel que Zmag.org le pratique, et de payer quelqu'un pour développer, à partir des montants reçus (ou d'accepter du nouveau matériel etc.). Je comprends aussi qu'une nouvelle base de code Indymedia pourrait être utile en général. On pourrait produire nos codes de telle manière qu'il pourrait intéresser beaucoup de gens dans leur travail courant, qui pourraient ensuite nous rendre la pareille (c'est comme cela que Drupal et Zope trouvent autant de contributeurs). De cette manière, nous pourrions au moins garder la main bien mieux que si nous réclamions des subventions d'entreprise.

Mais pourtant, j'insiste : dans le long terme, et payer cinq ou dix geeks pendant une année ne changera rien à l'affaire, le problème est bien plus grand. L'utilisation intelligente de code libre, pour mettre en branle la contribution de milliers ou de dizaines de milliers de personnes, on peut commencer comme cela.

Une meilleure gestion de nos travaux de codage (c'est ce qu'essaie de faire actuellement le groupe IMC-CMS) peu répondre au moins en partie à la question du sous-financement. Un réseau de quelques douzaines de codeurs motivés et bien organisés et soutenus pas une plus grande communauté de développeurs militants du libre, cela peut marcher sur des années et nous permettre d'atteindre un certain résultat. Un petit nombre de personnes payées à coup de subventions, cela peut nous endormir pour un temps dans une fausse impression de sécurité. Je crois que la réponse à notre problème de ressources, elle est sociale et politique, plutôt qu'économique puisque, quelque soit le montant de subvention que nous pouvons recevoir, il ne correspondra qu'à une infime partie de ce que les grosses boîtes peuvent investir dans l'achat d'une start-up.

L'autre question, celle de la standardisation et de la monopolisation par le secteur privé, elle est plus difficile. La Free Software Foundation la gère partiellement : la nouvelle licence publique GNU Affero (AGPL) établit qu'une société telle que Google qui se sert d'un code AGPL doit en conséquence laisser libres d'accès tous les codes de source AGPL modifiés, chose qui n'était pas obligatoire dans l'ancien GPL version 2.

L'AGPL va rétablir l'équilibre en nous permettant de consulter plus de codes de sociétés appartenant aux géants du Web 2. Mais cela ne changera pas le fait que la pratique de beaucoup d'entre nous sur internet se fait sur l'équivalent en ligne des communautés cloisonnées sous la coupe des grosses boîtes de média mondiales. Nous sommes bien sûr hors de ces communautés cloisonnées, en tant qu'organisations (je dis en tant qu'organisations, parce que je soupçonne que beaucoup de gens chez Indymedia se servent individuellement très discrètement de plateformes d'entreprises, telles que Facebook). La question de savoir comment nous communiquons avec ces enclaves cuirassées est cruciale, puisque c'est avec elles que la majorité de la population mondiale vit et travaille. Si nous souhaitons changer la société, il nous faut gérer ce problème, ou nous ne serons plus un groupe de producteurs de média militants avec des plateformes techniquement avancées (ce que nous étions encore en 2000-2003), nous serons l'équivalent d'une page sur Geocities – perdus, solitaires, à l'air vaguement maniaque. Peut-être aussi est-il temps de changer le texte blanc sur fond noir d'Indymedia, au fait ?

Plus grave encore est le fait que beaucoup de bibliothèques du libre sont écrites en soutien à des initiatives de grosses sociétés. Ainsi, dans l'environnement I de code que j'utilise (Ruby on Rails), il existe 5 bibliothèques qui

Pourquoi les militants et activistes délaissent les medias libres au profit des groupes capitalistes

documentent Google Maps/Yahoo Maps/Geocoder.us/ PostcodeAnywhere, mais aucune pour OpenStreetmap (le seul équivalent hors du secteur privé). En tant que codeur militant, qu'est-ce que je fais ? Je veux fournir un service de cartographie pour un événement dont je signale l'existence, pour que tous les participants puissent s'y retrouver. Est-ce que j'intègre Google Maps (en 5 minutes) ou OpenStreetmap (ce qui prendrait plusieurs jours, et ne marche pas aussi bien) ? Ce n'est qu'un simple exemple, mais il donne une idée du côté pratique de la monopolisation des services que je veux mettre en évidence.

Je pense qu'à ce stade, il faut peut-être poser la question au mouvement du libre et aussi au public en général, en commençant par nos propres utilisateurs.

Les gens de la Fondation du libre sont intelligents et se confondent souvent avec ceux de notre milieu. Même si certains voient probablement 'internet' (plutôt que le code qui le gère) comme un lieu politiquement neutre, je crois que beaucoup d'entre eux sont soucieux du sort de leur code. Ayant passé vingt ans à repousser les frontières du 'libre', je pense qu'ils accepteraient difficilement de coincer les utilisateurs d'ordinateur dans le piège monté par des gros industriels qui se trouvent travailler sous logiciels libres.

En plus de monter des alliances et d'éveiller des consciences, il nous faut nous concentrer sur la construction d'alternatives. Tous ceux que cela intéresse, peuvent consulter les activités du groupe CMS, il y trouveront une liste d'e-mail à cet effet à :

<http://lists.indymedia.org/mailman/listinfo/imc-cms>